

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3184

[C — 2003/29425]

**12 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant création du Service d'appui aux Cabinets ministériels**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 60, 68 et 87;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 13 mars 2003;

Vu le protocole n° 281 du 12 mars 2003 du Comité de Secteur XVII;

Vu la délibération du Gouvernement du 13 mars 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat, dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.183/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales et du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement du 15 mai 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé au sein des Services du Gouvernement un Service d'appui aux cabinets ministériels, placé sous l'autorité du Gouvernement de la Communauté française, ci-après nommé le Service. Le Ministre-Président en assure la gestion journalière, au titre de la coordination.

Art. 2. Le cadre du Service est fixé de la manière suivante :

1. un agent de rang 15, Fonctionnaire dirigeant, pour la direction du service : échelle barémique 150/1;
2. deux agents de rang 12, Conseillers, adjoints à la direction du service : échelle barémique 120/3;
3. deux agents de rang 12, Conseillers, experts : échelle barémique 120/1;
4. cinq attachés;
5. neuf agents de niveau 2+;
6. quatre agents de niveau 3.

Un contrat de travail à durée indéterminée sera conclu individuellement entre chaque membre du personnel du Service et le Gouvernement de la Communauté française, conformément aux dispositions de l'article 2, § 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent pour ce qui concerne les membres du personnel visés aux points 1 à 3 de l'alinéa précédent.

Un contrat de travail à durée indéterminée sera conclu individuellement entre chaque membre du personnel du Service et le Gouvernement de la Communauté française, conformément aux dispositions de l'article 2, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent pour ce qui concerne les membres du personnel visés au point 6 du premier alinéa du présent article.

Les tâches auxiliaires visées à l'article 2, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, sont, pour le Service appui aux cabinets ministériels identiques à celles visées à l'article 2, 1^o, 2^o et 8^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française.

Art. 3. § 1^{er}. En plus de la rémunération dont le montant est fixé dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée en régime organique au grade conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, la rémunération de l'ensemble des agents comprend une allocation annuelle calculée de la manière suivante :

1. Fonctionnaire dirigeant :	6.466 €;
2. Conseiller, adjoint à la direction du service et Conseiller, experts :	5.785 €;
3. Attaché :	3.403 €;
4. Membre du personnel occupant des fonctions équivalentes à un niveau 2+ ou 3 :	2.382 €.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle, pour frais de séjour, est octroyée à certains membres du personnel du Service.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

1. Fonctionnaire dirigeant :	1.814 €;
2. Conseillers, adjoints à la direction du service et Conseillers, experts :	1.360 €.

§ 3. Il est accordé aux chauffeurs de voitures automobiles du Service :

- 1° une allocation forfaitaire mensuelle de 273 €;
- 2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 2.479 € par an.

§ 4. Il est accordé aux comptables du Service une allocation forfaitaire mensuelle de 273 €.

§ 5. Les montants visés dans le présent article sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation; à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138.01.

Art. 4. Le Service visé à l'article précédent est chargé :

1. de l'appui logistique du Cabinet du Ministre-Président en matière de Chancellerie et de Secrétariat du Gouvernement;
2. de l'archivage des dossiers inscrits à l'ordre du jour du Gouvernement;
3. de la mise en réseau des données;
4. de la gestion administrative et pécuniaire des dossiers des membres du personnel des Cabinets ministériels, en ce compris l'archivage des dossiers individuels dudit personnel;
5. de la tenue de la documentation relative à la réglementation en matière de gestion administrative et pécuniaire des membres du personnel des Cabinets ministériels;
6. de l'appui logistique des Cabinets ministériels en concertation avec les Secrétaires de Cabinet;
7. de la gestion des contrats globaux qui concernent l'ensemble ou certains des Cabinets ministériels, notamment en ce qui concerne le nettoyage, le gardiennage, l'évacuation des déchets, la fourniture de gaz ou d'électricité, l'entretien des bâtiments et le leasing des photocopieuses;
8. de la gestion des commandes globales d'économat des Cabinets ministériels;
9. de la gestion des marchés publics de travaux dans les bâtiments occupés par les Cabinets ministériels;
10. de la gestion du bâtiment de la présidence du Gouvernement;
11. d'assurer un appui au Gouvernement en matière d'évaluation des effets des politiques et en matière d'analyse diagnostique et prospective;

12. de gérer les demandes de soutien liées aux bénéficiaires de la Loterie Nationale;

13. de toute autre mission à lui confiée par le Gouvernement.

Art. 5. Le Secrétaire du Gouvernement est chargé du contrôle de la composition des cabinets ministériels.

Les cabinets ministériels enverront l'original dûment daté de chaque arrêté concernant les membres de leur personnel au Service d'appui.

Le Service d'appui est chargé de requérir le visa du Secrétaire du Gouvernement, chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels.

Une fois l'arrêté visé, le Secrétaire du Gouvernement le retourne au Service d'appui, qui transmet une copie certifiée conforme au Cabinet concerné et procède à la liquidation des rémunérations.

Art. 6. Dans le cadre des missions du service d'appui, le Fonctionnaire dirigeant, ou, en cas d'absence, ses adjoints, est autorisé à traiter directement avec les cabinets ministériels soit via le Directeur de Cabinet, ou la personne que ce dernier désigne à cet effet, soit via le Secrétaire de Cabinet. Toute communication ou instruction en provenance des cabinets ministériels destinée au Service d'appui est adressée au Fonctionnaire dirigeant. En cas d'absence programmée, celui-ci désigne un remplaçant en vue de permettre la continuité du service.

Le Fonctionnaire dirigeant est habilité à certifier conformes les décisions du Gouvernement et les actes juridiques émanant du Gouvernement ou d'un de ses Membres.

Art. 7. Le Fonctionnaire dirigeant organise au moins tous les trois mois une réunion de concertation avec les Secrétaires de Cabinet.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française sont rapportés.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Art. 10. Les Ministres du Gouvernement de la Communauté française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3184

[C — 2003/29425]

**12 JUNI 2003. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering
tot oprichting van de Ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten**

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid de artikelen 60, 68 en 87;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 24 oktober 2002 tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 november 2002 tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling en werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering evenals het personeel van de diensten van de Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 februari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 februari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 13 maart 2003;

Gelet op het Protocol nr. 281 van 12 maart 2003 van het Sectorcomité XVII;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 maart 2003 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 35.183/4, gegeven op 17 april 2003, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, en van de Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 15 mei 2003,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de diensten van de Regering wordt een Ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten opgericht, die staat onder het gezag van de Franse Gemeenschapsregering en hierna de Dienst wordt genoemd. De Minister-President staat in voor de coördinatie van het dagelijks beheer.

Art. 2. Het personeelsbestand van de Dienst wordt als volgt vastgesteld :

1. een ambtenaar van rang 15, Leidend ambtenaar, voor de leiding van de dienst : loonschaal 150/1;
2. twee ambtenaren van rang 12, Adviseurs, toegevoegd aan de directie van de dienst : loonschaal 120/3;
3. twee ambtenaren van rang 12, Adviseurs, experts : loonschaal 120/1;
4. vijf attachés;
5. negen ambtenaren van niveau 2+;
6. vier ambtenaren van niveau 3.

Er zal een individuele arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd worden afgesloten tussen elk personeelslid van de Dienst en de Franse Gemeenschapsregering, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, § 1, 4^o, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, voor wat de personeelsleden betreft bedoeld in de punten 1 tot 3 van het vorig lid.

Er zal een individuele arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd worden afgesloten tussen elk personeelslid van de Dienst en de Franse Gemeenschapsregering, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, voor wat de personeelsleden betreft bedoeld in punt 6 van het eerste lid van dit artikel.

De bijkomende opdrachten bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, zijn, voor wat de Ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten betreft, identiek aan de taken bedoeld in artikel 2, 1°, 2° en 8°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. § 1. Bovenop de wedde waarvan het bedrag wordt vastgesteld binnen de grenzen van de minimumwedde en de maximumwedde van de loonschaal verbonden aan het organiek stelsel van de graad overeenkomstig het besluit van van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, omvat de bezoldiging van al deze ambtenaren een jaarlijkse vergoeding die als volgt wordt berekend :

1. Leidend ambtenaar	6.466 €
2. Adviseur, toegevoegd aan de directie van de Dienst, en Adviseurs, experts	5.785 €
3. Attaché	3.403 €
4. Personeelslid die gelijkwaardige functies uitoefent met een niveau 2+ of 3	2.382 €.

§ 2. Een forfaitaire jaarlijkse vergoeding voor verblijfskosten wordt toegekend aan sommige personeelsleden van de Dienst.

Het bedrag van de vergoeding wordt als volgt vastgesteld :

1. Leidend ambtenaar :	1.814 €
2. Adviseurs, toegevoegd aan de directie van de Dienst en Adviseurs, experts :	1.360 €.

§ 3. Aan de chauffeurs van de autovoertuigen van de Dienst wordt het volgende toegekend :

- 1° een maandelijks forfaitaire vergoeding van 273 €;
- 2° een forfaitaire vergoeding voor een maximumbedrag van 2.479 € per jaar.

§ 4. Aan de boekhouders van de Dienst wordt een maandelijks forfaitaire vergoeding toegekend van 273 €.

§ 5. De bedragen bedoeld in dit artikel zijn verbonden aan de schommelingen van de consumptie-index, overeenkomstig de modaliteiten zoals vastgesteld in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel tot koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen; hiertoe worden deze bedragen gekoppeld aan de index 138.01.

Art. 4. De in het vorig lid bedoelde dienst is belast met :

- 1. de logistieke ondersteuning van het kabinet van de Minister-President inzake de Kanselarij en het secretariaat van de Regering;
- 2. de archivering van de dossiers die op de agenda van de regering zijn geplaatst;
- 3. het op netwerk zetten van deze gegevens;
- 4. het administratief en geldelijk beheer van de dossiers van het personeel van de ministeriële kabinetten, met inbegrip van de archivering van de persoonlijke dossiers van dit personeel;
- 5. het bijhouden van documentatie inzake de regelgeving op het vlak van het administratief en geldelijk beheer van het personeel van de ministeriële kabinetten;
- 6. de logistieke ondersteuning van de ministeriële kabinetten in overleg met de kabinetssecretarissen;

7. het beheer van de globale contracten die betrekking hebben op alle of sommige ministeriële kabinetten, met name wat betreft de reiniging, bewaking, huisvuilomhaling, levering van gas of elektriciteit, het onderhoud van de gebouwen en de leasing van de kopieertoestellen;

8. het beheer van de globale bestellingen voor het economaat van de ministeriële kabinetten;

9. het beheer van de overheidsopdrachten voor werken in de gebouwen waarin de ministeriële kabinetten zijn ondergebracht;

10. het beheer van het gebouw waar het voorzitterschap van de Regering is gevestigd;

11. de ondersteuning van de Regering inzake evaluatie van de beleidseffecten en inzake diagnostische en prospectieve analyse;

12. het beheer van alle verzoeken om bijstand die betrekking hebben op de winsten van de Nationale Loterij;

13. iedere andere opdracht die door de Regering aan de Dienst wordt toevertrouwd.

Art. 5. De secretaris van de Regering staat in voor het toezicht op de samenstelling van de ministeriële kabinetten.

De ministeriële kabinetten zullen het correct gedateerd origineel van elk besluit betreffende hun personeel versturen naar de Ondersteuningsdienst.

De Ondersteuningsdienst moet de goedkeuring vragen van de secretaris van de Regering, belast met het toezicht op de samenstelling van de ministeriële kabinetten.

Eens het besluit goedgekeurd, stuurt de secretaris van de Regering dit terug naar de Ondersteuningsdienst die een voor eensluidend verklaarde kopie bezorgt aan het betrokken kabinet en overgaat tot de uitbetaling van de lonen

Art. 6. In het kader van de opdrachten van de ondersteuningsdienst, mag de leidend ambtenaar of, bij diens afwezigheid, zijn adjuncten, rechtstreeks handelen met de ministeriële kabinetten, hetzij via de kabinetsdirecteur, of de persoon die laatstgenoemde hiertoe aanstelt, hetzij via de kabinetssecretaris. Iedere mededeling of opdracht van de ministeriële kabinetten aan de Ondersteuningsdienst wordt gericht aan de leidend ambtenaar. Bij geplande afwezigheid duidt deze een vervanger aan om de continuïteit van de dienst te garanderen.

De leidend ambtenaar is gemachtigd om de beslissingen van de Regering en de juridische akten van de Regering of een van haar leden voor echt te verklaren.

Art. 7. De leidend ambtenaar pleegt minstens om de drie maanden overleg met de kabinetssecretarissen.

Art. 8. Het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 24 oktober 2002 tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering en het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 november 2002 tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling en werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering evenals het personeel van de diensten van de Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering, worden ingetrokken.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 10. De ministers van de Franse Gemeenschapsregering zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2003.

Namens de Franse Gemeenschapsregering :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. Fr. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL